

Suite de la page 9

D'autres, à l'image de Sultan Barakat, chercheur à l'Institut Brookings, pensent que «les Saoudiens auraient dû intervenir bien avant et pas nécessairement en bombardant». Par ailleurs, les conséquences de la guerre sur la population — les fameux dommages collatéraux invoqués par les terroristes israéliens lors de leurs différentes agressions contre Ghaza — pourraient inciter celle-ci à se désolidariser de l'opération.

Les réactions à l'opération
«Tempête décisive»

L'Arabie Saoudite, ses alliés de la coalition et le président Hadi accusent les Houthis d'agir pour le compte de Téhéran. Ce que démentent les Houthis qui déclarent revendiquer seulement une plus grande représentation de leur communauté au Yémen et souhaitent «une transition en douceur». Dans une réaction immédiate aux raids des coalisés, Abdelmalek Al Houthi a condamné l'agression et promis une riposte des Yéménites. A l'évidence, les manifestants houthis scandent des slogans anti-Américains et anti-Israéliens semblables à ceux entendus dans les rues iraniennes et lors des manifestations du Hezbollah libanais, surtout en période de l'Achoura. Mais est-ce suffisant pour être taxé de vassal de Téhéran ?

Pour les dirigeants saoudiens, si la région est en proie à des troubles politiques, confessionnels et sécuritaires, c'est l'Iran (et ses alliés) qui en est responsable. L'ambassadeur saoudien à Washington est on ne peut plus explicite à ce sujet, lorsqu'il déclare sur la chaîne TV américaine Fox News : «Les Iraniens s'ingèrent dans les affaires des pays arabes, que ce soit au Liban, en Syrie, en Irak ou au Yémen. Ce que nous ne pouvons tolérer !»

L'opération «Tempête décisive» a engendré, dès le premier jour, une cascade de réactions officielles dont on ne retiendra que celles de l'Iran, des Etats-Unis et leurs alliés britannique et français, de la Turquie et de la Russie.

Téhéran, pour sa part, nie toute implication dans le conflit et condamne l'intervention. Les dirigeants iraniens évitent, dans leurs réactions, de mentionner un quelconque soutien aux insurgés houthis et récusent les accusations de soutien direct à ces derniers et de propagation de l'instabilité au Yémen.

Dès le déclenchement des raids, le jeudi 26 mars 2015, le président Hassan Rohani a condamné «l'agression militaire contre le Yémen». Le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Djawad Zarif, a averti que «si nous prenons cette route de la guerre par procuration, le conflit sera parti pour durer des années». L'ayatollah Kazem Sadeghi a appelé à «une cessation immédiate de toutes les agressions militaires et frappes aériennes contre le Yémen et son peuple».

Aussi, et si l'offensive houthie a dû être favorablement accueillie par les dirigeants iraniens, ces derniers ont par contre fait montre d'une grande prudence certainement pour ne pas compliquer leurs relations avec les Occidentaux, notamment les Américains, au moment où les négociations sur le programme nucléaire étaient sur la bonne voie pour aboutir. L'accord-cadre signé à Lausanne – Suisse — le 2 avril 2015 entre l'Iran et les 5+1 en est la preuve. Cette situation ne leur permet pas de prendre le risque de perdre les avancées acquises concernant ce programme qui est la hantise de tous les Etats du Golfe. Par ailleurs, le dialogue qui semble aisé avec l'administration Obama risque de cesser si le prochain titulaire de la Maison-Blanche est républicain. Les républicains ne cachent pas leur soutien à la stratégie des Israéliens tendant à faire échouer, coûte que coûte, ces négociations. Certaines sources occidentales et arabes indiquent que Téhéran

apporte une aide financière aux Houthis. Mais rien ne transparaît outre que des déclarations d'indignation et des appels au dialogue inter-yéménite. L'arraisonnement, par les autorités yéménites, d'une cargaison d'armes en provenance présumée d'Iran en février 2013 et notifiée au Conseil de sécurité semble avoir été déjà oubliée par tous, y compris les Nations unies. Pour leur part, les Etats-Unis ont eu une réaction plutôt tempérée.

L'agenda des discussions sur le programme nucléaire iranien devait être pour quelque chose dans l'attitude américaine. Le Président Obama qui a échoué à mener les dirigeants extrémistes israéliens à la table des négociations avec les Palestiniens semble peser de tout son poids pour que son passage à la Maison-Blanche soit marqué au plan de la politique internationale par au moins deux succès historiques, à savoir le rétablissement des relations diplomatiques américano-cubaines et l'accord définitif sur le programme nucléaire iranien.

Néanmoins, le département d'Etat a publié un communiqué exprimant le soutien des Etats-Unis à «la légitimité du président Hadi» et réaffirmant leur appui à «ses efforts visant à sortir le pays de la crise». Le président Obama a annoncé un «soutien logistique et de renseignement» de son pays. Sur le terrain, Washington qui a fermé en février son ambassade à Sanaâ «en raison de la détérioration de la situation sécuritaire» a procédé à l'évacuation de son personnel civil et militaire «hors du Yémen», et affecté une dizaine de militaires dans une cellule de coordination avec la coalition, «chargés de maintenir les lignes de communication ouvertes par les Etats-Unis avec les pays du Golfe», selon le Pentagone. Il n'y a que du côté du Conseil de sécurité nationale où le ton est plus incisif à l'égard de l'Iran.

Le porte-parole de cette institution, Alistair Baskey, a fait part des «inquiétudes (américaines) concernant les activités iraniennes au Yémen et les informations de transfert d'armes qui contribuent à la déstabilisation et à la menace pesant sur le gouvernement légitime».

Parmi les alliés occidentaux de Washington, signalons le soutien britannique et français à l'opération «chargée de la restauration de la stabilité et l'unité du Yémen». La France «condamne les actions de déstabilisation conduites par la rébellion houthie et appelle ceux qui la soutiennent à s'en dissocier immédiatement et revenir au processus politique», selon un communiqué du Quai d'Orsay.

Ces trois pays ont fermé leurs ambassades en février 2015. Seuls les Américains ont laissé «quelques éléments des forces spéciales sur le terrain, dans le cadre de la poursuite de la lutte antiterroriste». Autre bastion du sunnisme, la Turquie a, par la voix de son président Recep Tayyip Erdogan, accusé l'Iran de «semer l'instabilité au Moyen-Orient». Dans un entretien à la chaîne de télévision française France 24, il a demandé que «l'Iran et les groupes terroristes se retirent du Yémen». Au lendemain du déclenchement de l'opération «Tempête décisive», la Turquie annonçait son soutien logistique à la coalition. Le ministre turc des Affaires étrangères a été plus précis en proposant un partage de renseignements avec le commandement de l'opération et l'envoi au Qatar d'une «mission de formation (militaire)». Il a ajouté que son pays restait à «l'écoute des pays du Golfe pour se déterminer».

Seule voix discordante, parmi les puissances de ce monde, la Russie a fait savoir son opposition à l'opération. Le jour même de son lancement, soit à la veille de la reprise des négociations sur le nucléaire iranien à Lausanne, en Suisse, le Président Poutine a eu un entretien téléphonique avec le président Rohani à l'issue duquel Moscou a publié un communiqué.

Dans ce contexte, la «Russie insiste sur la nécessité de stopper immédiatement les hostilités et de relancer les efforts en vue d'une solution pacifique au conflit». De même, Moscou appelle «les parties en conflit et leurs alliés extérieurs à cesser toute action militaire».

Enfin, la Ligue des Etats arabes, qui n'a jamais été au-delà des communiqués rituels condamnant le génocide palestinien perpétré depuis le début du XX^e siècle par Israël, s'est soudainement rappelé l'existence d'un pacte de défense commune vieux de plusieurs décennies pour parler d'un projet de force arabe commune ! Par la voix de son secrétaire général, l'Egyptien Nabil Al Arabi, elle a exprimé son soutien aux autorités légales du Yémen. Seule l'Algérie a émis des réserves à ce sujet rappelant le principe de non-intervention des troupes algériennes hors du territoire national.

Quelle issue pour la crise au Yémen ?

En fait, on pourrait parler de plusieurs scénarii de sortie, immédiate, à moyen et à long termes, mais rien de concret à ce jour où les combats se poursuivent.

Pour l'instant, l'opération «Tempête décisive», qui rappelle étrangement une certaine «Tempête du désert» américaine en Irak, reflète la tourmente dans laquelle se trouve la région du Moyen-Orient.

Il est évident que l'opération «Tempête décisive» reflète l'exaspération des monarchies du Golfe et leur crainte du débordement du conflit yéménite vers leur propre pays où résident de nombreuses minorités chiites, à l'exception de Bahreïn. D'ailleurs, la seule perspective de la présence d'un Etat dirigé majoritairement par des leaders chiites, même zaydites, constitue un cauchemar qui doit hanter la nuit des dirigeants arabes de la région, en particulier les Saoudiens.

L'intervention militaire saoudienne au Yémen répond aussi au souci de Riyad de redorer son blason de leader du monde musulman sunnite, terni en Irak et en Syrie. Dans ces deux pays, l'Arabie Saoudite et le Qatar qui ont largement contribué à la création et au financement d'organisations extrémistes armées sunnites comme Daech se sont retrouvés en première ligne de combat contre ces mêmes organisations sunnites. Et voilà que les Frères musulmans considérés par l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et l'Égypte de Sissi comme des terroristes deviennent des alliés dans la lutte contre les Houthis accusés d'être à la solde de Téhéran et du Hezbollah libanais.

De même, le poids politique acquis par les communautés chiites en Irak, au Liban et à Bahreïn a de quoi inquiéter les tenants d'un sunnisme rigoriste, wahhabite et fondamentalement anti-chiite.

De même que les revendications politiques et socio-économiques des communautés chiites bouleversent l'ordre établi par les tenants du pouvoir dans ces pays, notamment à Bahreïn où les pays membres du Conseil de coopération du Golfe avaient envoyé leurs troupes prêter main-forte au régime sunnite minoritaire pour mater les manifestants chiites, majoritaires dans ce pays.

Par ailleurs, les pétromonarchies et l'Égypte voient d'un mauvais œil le «rapprochement» irano-américain et insistent pour qu'aucune concession ne soit faite aux Iraniens sur la question de l'arme nucléaire. Ils estiment que celle-ci serait plus dangereuse que celle d'Israël. Ils accentuent les pressions sur leur allié et protecteur américain jusqu'à faire croire qu'à un programme militaire nucléaire iranien, répondraient des programmes nucléaires militaires arabes (Arabie Saoudite, Emirats arabes unis, Égypte... notamment). En fait, Ils craignent que l'Iran, même sans arme nucléaire, ne reprenne progressivement le leadership régional qui leur serait catastrophique à

tout point de vue. Aujourd'hui, les scénarii sur l'après- «Tempête décisive» des stratégies vont bon train.

Certains estiment que l'opération viserait seulement le retour en force de Mansour Hadi au pouvoir et le rétablissement des instances de transition, d'autres l'empêchement des Houthis d'aller plus loin dans leurs conquêtes pour les affaiblir lors d'éventuelles négociations futures, d'autres enfin l'installation d'une zone tampon entre les belligérants avant le début de ces négociations...

Il est même question que le Conseil de sécurité de l'ONU envoie une force d'interposition ou de maintien de la paix... Les supputations se succèdent et la guerre continue avec son lot de victimes surtout civiles et de destruction d'une économie qui a perdu ce sens depuis longtemps.

Mais, et le Yémen dans tout cela ?

On a déjà souligné que ce pays, aux ressources limitées est, depuis de nombreuses années, en proie à la misère et à l'instabilité. Il est maintenu à flot grâce au peu de pétrole exporté et à l'assistance internationale. Mais c'est aussi un pays qui occupe une importante position géostratégique dans une région par laquelle transite une grande partie des cargaisons de pétrole et de gaz exportées par les pays arabes du Golfe. Et l'éventualité que le Yémen devienne l'allié de l'Iran chiite est tout simplement inconcevable pour les pétromonarchies arabes.

Ce pays aurait pu réussir son «printemps arabe» et bénéficier d'un accompagnement économique, financier et politique de la part de la communauté internationale pour assurer sa transition démocratique. Mais ce ne fut pas le cas.

A ce propos, rappelons seulement que durant le sommet du G8 tenu les 26 et 27 mai 2011 à Deauville (France), le premier tenu en période de révolte démocratique dans le monde arabe, les participants avaient décidé d'allouer une assistance financière de l'ordre de 80 milliards de dollars aux pays arabes du Printemps.

Il était question de les assister dans leur «transition démocratique» avec la mise en place de l'Etat de droit et des institutions y afférentes, partant du principe que «la démocratie demeure le meilleur chemin vers la paix, la stabilité, la prospérité, la croissance partagée et le développement». L'économie de ces pays devait être soutenue par le G8 pour assurer la prospérité de ces jeunes démocraties.

Quatre années après, le bilan est plutôt mitigé, voire presque nul. C'est le président tunisien Caïd Essebsi en personne qui le déclare à une chaîne de télévision française. Le Yémen et les autres pays du «Printemps arabe», dont la Tunisie, peuvent attendre encore longtemps avec l'espoir que le G8 tienne ses promesses.

Le constat est aussi amer quant au Conseil de coopération du Golfe, créé par six monarchies de la région, le 26 mai 1981. Alors que récemment ce club fermé des riches de la région veut s'ouvrir à deux autres monarchies arabes lointaines, de Jordanie et du Maroc, il demeure fermé, depuis sa création, aux pays voisins, le Yémen et l'Irak républicains.

Au plan diplomatique, l'ONU a certes déployé un envoyé spécial au Yémen pour faciliter le dialogue inter-yéménite. Mais force est de constater que la démarche a été peu concluante faute d'un appui manifeste et concret de la communauté internationale.

Finalement et comme ce fut le cas dans d'autres pays arabes, le printemps yéménite a tourné en hiver rigoureux. Les forces rétrogrades internes et étrangères hostiles ont dévié la révolution de sa trajectoire démocratique initiale et installé le chaos. Alors, l'opération «Tempête décisive» est La Solution pour le Yémen ? Il y a de quoi en douter.